

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 16 JUILLET 2020

Délibération n° 2020-061- DC

Date d'affichage :

Le 22 juillet 2020

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 78
Excusé(s) : 3
Dont représenté(s) : 2
Absent(s) : 0

Nombre de votants : 80

Secrétaires de séance :

Madame Nathalie SECOUÉ, conseillère
communautaire de la Commune de
Doué-en-Arjou, et Monsieur Pierre-
Yves DOUET, conseiller
communautaire de la Commune de
Louresse-Rochemenier

Le seize juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc d'exposition du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le neuf juillet deux mille vingt.

Présents : (78)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOUON, Jean-Pierre ANTOINE, Gilles BARDIN, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Arlette BOURDIER, Alain BOURDIN, Emmanuel BRAULT, Laurence CAILLAUD, Jeannick CANTIN, Christophe CARDET, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Michel DELPHIN, Pierre-Yves DOUET, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Arnel FROGER, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Christian GALLÉ, Isabelle GRANDHOMME, Didier GUILLAUME, Béatrice GUILLON, Thomas GUILMET, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Isabelle ISABELLON, Benoît LAMY, Benoît LEDOUX, Sylvain LEFEBVRE, Eric LEFIEVRE, Astrid LELIEVRE, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Jacky MARCHAND, Guillaume MARTIN, Jean-François MIGLIERINIA, Thierry MORISSET, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Laurent NIVELLE, Nicole PEHU, Gérard POLICE, Armelle PONCET, Bruno PROD'HOMME, Jean-Philippe RETIF, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILAT, Nathalie SECOUÉ, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie TAUGOURDEAU, Sophie TUBIANA, Patricia VILLARME.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Excusés : (3)

Gaëlle FAURE, Géraldine LE COZ, Yann PILVEN Le SEVELLEC

Dont excusés ayant donné pouvoir : (2)

Gaëlle FAURE à Grégory PIERRE, Géraldine LE COZ à Jackie GOULET.

TENUE DES SÉANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE - DÉFINITION DU LIEU

L'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) se réunit au moins une fois par trimestre.

A cette fin, le président convoque les membres de l'assemblée qui se réunit au siège de l'EPCI. Celui-ci peut également être réuni dans un lieu choisi par l'assemblée dans l'une des communes-membres.

La réunion en dehors du siège est donc possible, mais uniquement dans le territoire intercommunal constitué par les communes membres, après délibération de l'assemblée.

Ainsi, le conseil peut se réunir et délibérer au siège des mairies ou dans un autre lieu situé sur le territoire de la communauté, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances (le conseil communautaire étant public comme pour un conseil municipal, sauf réunion à huis clos décidée par l'assemblée, sur la demande de trois membres ou du président, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés).

Aussi, vu l'article L5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales

Considérant la nécessité de retenir un lieu pour la tenue des séances du conseil communautaire qui permette d'offrir les conditions requises pour l'accueil de l'assemblée et du public

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide que les séances du conseil communautaire se tiennent ordinairement dans l'amphithéâtre du Centre de Formation des Apprentis de la Chambre de Commerce et d'Industrie - Espace de Formation du Saumurois - Square Balzac à SAUMUR

Il est précisé qu'au cas où celui-ci ne serait pas disponible ou pour répondre à des exigences spécifiques, notamment en cas de crise sanitaire, le Président convoquera le conseil dans le lieu le plus approprié, dans le respect du principe de neutralité et en veillant aux conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires, tout en permettant d'assurer la publicité des séances.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 80 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

22 JUIL. 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020



Pour Extraire Conforme,

Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	5 – Institution et vie politique	5.7 Intercommunalité	5.7.8 Autres
-------------------	----------------------------------	----------------------	--------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »